

Pierre Jacquet, chef économiste, Agence française de développement

Nouvelles d'Afrique

Le forum économique mondial de Davos a organisé du 2 au 4 juin à Maputo, capitale du Mozambique, un sommet mondial de haut niveau consacré à l'Afrique. Plusieurs centaines de participants, hommes politiques et entrepreneurs, y ont débattu de la situation économique et politique du continent, de l'environnement des affaires et de sa capacité à attirer l'investissement des entreprises, de la lutte contre le sida, de la gestion des ressources en eau.

La localisation de ce forum n'était pas neutre. A quelques exceptions près, notamment le Ghana, le Nigeria et le Sénégal, la participation africaine était en effet essentiellement régionale : Afrique du Sud, Mozambique, Kenya, Tanzanie, Zambie, Ouganda, Zimbabwe... L'éloignement et l'utilisation exclusive de l'anglais peuvent contribuer à expliquer l'absence criante des pays francophones. Mais les voici à nouveau marginalisés dans un débat qui pourtant aurait dû les concerner au premier chef. Ces réunions contribuent à façonner l'image que des entrepreneurs, souvent insuffisamment informés sur tel ou tel pays, se forment d'un continent. A l'issue de ce forum, nombre d'entre eux auront une vision de l'Afrique centrée sur l'Afrique australe.

Cette observation prend d'autant plus d'importance que les flux d'information sont très certainement un déterminant fondamental des investissements étrangers. Il y a des projets d'investissement rentables dans les pays les plus pauvres. Mais le coût d'acquisition de l'information est tel que les entreprises sont en général peu tentées de chercher à les repérer ou de s'y intéresser. Ce forum a contribué de ce fait à accentuer la marginalisation des absents sur le « radar » des entrepreneurs. Par ailleurs, un investissement est d'autant plus profitable que d'autres entreprises investissent en même temps, dans d'autres domaines connexes permettant de faire boule de neige. Le développement est une histoire de rendements croissants et d'équilibres multiples : certains pays sont marginalisés parce que personne n'y inves-

tit, ce qui contribue à leur marginalisation et conforte la décision de ne pas y investir ; à l'inverse, d'autres pays attirent les investissements, ce qui fournit un signal favorable et attire d'autres investissements.

Tout l'enjeu des politiques de développement et de l'aide au développement consiste à chercher le déclic qui permette de passer d'une situation à l'autre. Il n'est pas sûr que les critères mis en avant aujourd'hui possèdent cette vertu : on parle beaucoup de « bonne gouvernance » sans bien savoir comment elle doit se construire et sans suf-



Il faut s'appuyer sur les succès pour en comprendre la dynamique et s'en inspirer.

fisamment prendre en compte le fait qu'elle accompagne le développement plutôt qu'elle ne le précède. La même remarque peut être faite sur la recommandation de « bonnes politiques économiques », dont certains des pays développés n'ont que récemment découvert l'attrait et ne parviennent d'ailleurs pas toujours à satisfaire les exigences ; ou encore à propos de l'ouverture commerciale et financière, recommandation d'ordre général et atemporel peu adaptée à l'horizon restreint de milliards de pauvres intéressés à leur survie quoti-

dienne. Sans représenter un tel déclic, la diffusion d'une information pertinente, précise et transparente apparaît comme une priorité.

Ce forum a également confirmé que le développement est possible, et que parfois s'enclenche ce cercle vertueux susceptible de conduire à une croissance durable. Le pays hôte, le Mozambique, connaît à cet égard une situation particulièrement encourageante, alors même qu'il n'est sorti qu'en 1992 d'une guerre civile particulièrement éprouvante et qu'il figure en queue de peloton dans la liste des pays classés par leur revenu par habitant ou par l'indicateur de leur développement humain. Sur la période 1997-2004, le pays a connu une croissance moyenne annuelle du revenu réel par habitant de 7,65 %, qui correspond à un doublement en moins de dix ans. Deux projets importants, qui ont reçu le soutien de la coopération française, apportent chaque année 2 à 4 points de croissance du PIB : l'usine d'aluminium Mozal et le pipeline de 865 kilomètres construit par la firme gazière et pétrochimique sud-africaine Sasol permettant d'exporter vers l'Afrique du Sud le gaz mozambicain. Le pari du développement est loin d'être gagné, mais ces investissements lourds ont commencé d'enclencher une spirale vertueuse d'industrialisation, qui génère des emplois et de nouvelles activités.

Ce message est important et encourageant pour tous ceux qui croient à l'aide au développement, notamment en Afrique, et considèrent que la réduction durable de la pauvreté est l'un des défis majeurs des décennies à venir. Il faut s'appuyer sur les succès pour en comprendre la dynamique et s'en inspirer. L'effet d'entraînement en est un élément important : le développement ne vient pas d'un accent exclusif sur tel ou tel secteur industriel, ou sur l'éducation ou la santé seulement. Il requiert l'orchestration des synergies, ce qui renforce encore le rôle des infrastructures trop souvent négligées. Nul n'est exclu par fatalité originelle de ce processus potentiellement vertueux ■